

Bernard Hours*

L'ADIEU AU DÉVELOPPEMENT

Le développement social et économique est une invention et intention nord-américaine qui apparaît dans le point IV du discours du Président Truman (Rist 1996) dans une période où s'affirme la volonté hégémonique des Etats-Unis, victorieux en Europe et au Japon mais confrontés aux ambitions rivales de l'Union soviétique. La fin de la guerre froide sonne l'apparente victoire des Etats-Unis et engage l'illusion de « transitions démocratiques » en Russie, Asie centrale, Chine, qui s'évanouit désormais progressivement tant le leadership américain sort fragilisé des présidences Bush. La Chine et la Russie disposent maintenant de la puissance économique pour faire obstacle aux prétentions américaines chaque fois qu'elles sont jugées abusives ou contraires à leurs intérêts. La rhétorique occidentale sur la liberté et les droits, calquée sur les idéologies libérales historiques des Etats-Unis devient de moins en moins crédible dans un univers globalisé par le marché, les technologies, la rareté énergétique, dans lequel la voix de l'Occident a perdu une part non négligeable de son autorité au profit d'acteurs émergents appuyés sur les performances économiques et une relative indifférence aux *deux sources de l'occidentalisme*, le siècle des Lumières en Europe et la démocratie américaine aux Etats-Unis. Les valeurs du siècle des Lumières sont en train de s'éteindre sous la poussée de la globalisation. La démocratie américaine, dévoyée par ceux qui la pilotent, n'est plus exportable en l'état. Que les politiques occidentales fassent semblant d'ignorer ces évolutions ne change rien à leur réalité durable.

Dans ce nouveau contexte, le développement s'inscrit, à mon sens, comme une *scorie des discours du XX^e siècle* et il demande à être réévalué

* Bernard Hours est anthropologue. Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

afin de savoir s'il garde une pertinence ou s'il n'est qu'une survivance de vocabulaire passé. Pour apporter des éléments de réponses à cette question, j'aborderai d'abord la notion de lutte contre la pauvreté qui se substitue dans une large mesure au concept de développement ; je soulignerai ensuite que l'action humanitaire tend aujourd'hui à remplacer les politiques sociales et « la question sociale » du XX^e siècle, ce qui neutralise les aspirations à la justice, donc le développement social ; enfin, je préciserai en quoi, de mon point de vue, les éléments qui structurent les processus de globalisation enterrent définitivement (à tout le moins durablement) les dynamiques attendues en vain du développement au siècle passé.

Du développement à la lutte contre la pauvreté

La « lutte contre la pauvreté » de la Banque mondiale sera-t-elle un slogan aussi creux que « la santé pour tous en l'an 2000 » de l'OMS ? Cette formule n'est en effet pas un concept sophistiqué mais plutôt une déclaration d'intention dont les organisations multilatérales se sont fait une spécialité en projetant en permanence des objectifs ambitieux dans de nombreux domaines sans jamais les atteindre. L'absence, fréquente, de résultats dans les délais annoncés n'est jamais opposée à ces déclarations à la fois technocratiques et démagogiques auxquelles trente années pour le développement et vingt années de lutte contre la pauvreté nous ont malheureusement habitués. Pendant ce temps-là, les paysans du Bangladesh, d'Inde, de Chine, des pays africains ou latino-américains ont continué à lutter pour leur survie et celle de leurs familles, sans attendre les miracles annoncés à Washington, à Genève, ou dans toutes les conférences consacrées à ces questions. Au terme de cinquante années, les résultats sont des plus maigres, des plus inégaux, non duplicables pour la plupart. Des progrès dans certaines régions ne masquent pas des régressions dans d'autres, exposées à des catastrophes politiques ou naturelles. L'un dans l'autre, ces activités ont produit peu de résultats, en grande partie parce que les intéressés n'ont jamais été sérieusement consultés sur leurs priorités. Les stratégies dites « participatives » appellent, le plus souvent, à participer à des politiques déjà décidées, et personne ne s'y trompe longtemps.

Le développement trouve son apogée dans les années 60-70 et dans l'idéologie tiers mondiste de l'époque, berceau des ONG développementalistes comme *Frères des hommes*, *Terres des hommes*, *CCFD* (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) en France, ou *Oxfam* en Grande-Bretagne. Ce n'est plus exactement le développement du Président Truman mais un projet pédagogique de transfert de capacités. Celui-ci s'inscrit dans le contexte géopolitique de la guerre froide et une approche dite « progressiste », terme aujourd'hui

tombé en désuétude. Le tiers-mondisme, ce sont d'abord quelques figures symboles des luttes de libération anticoloniales, Castro, Lumumba, Che Guevara ou des non-alignés comme Nehru et Tito, acteurs de la Conférence des Non-Alignés à Bandoung. On y distingue en Europe deux familles spirituelles, l'une marxiste qui programme la libération des peuples, l'autre chrétienne aspirant à celle des hommes. A l'approche impériale du « sous-développement » par les Etats-Unis, le tiers-mondisme substitue un projet messianique politiquement libérateur et économiquement fondé sur le transfert de compétences, de techniques. Ce sont les ONG développementalistes qui dans leurs projets mettent en œuvre cette vision des rapports Nord-Sud comme vases communicants. Dans la même période se construit la critique de « l'échange inégal » avec des auteurs comme Samir Amin, Gunder Franck, qui structure le concept Nord-Sud, aujourd'hui moins pertinent dans le contexte de globalisation.

La « lutte contre la pauvreté », inscrite par la Banque mondiale à l'agenda international dans les années 1990, constitue une rupture majeure avec le développementisme antérieur appuyé sur une pédagogie du transfert. Celui-ci tourna certes souvent à la substitution pure et simple, telle la coopération française en Afrique qui réalisa une seconde colonisation douce, ou néo-colonisation, après les indépendances.

La guerre froide favorisait alors une concurrence permanente entre les deux blocs, soucieux de promouvoir leurs modèles respectifs. Les projets de développement mis en œuvre tant par les coopérations bilatérales que par les ONG mettaient en scène les transferts évoqués, supposés produire le passage du *sous-développement* au *développement*. Ce saut qualitatif et quantitatif d'un stade à un autre, inspiré d'une pensée évolutionniste du XIX^e siècle, n'a pas eu lieu et la fin de l'Union soviétique met un terme, provisoire, aux lectures de l'histoire en termes d'évolution ou de progrès. Cette histoire n'était-elle pas annoncée comme « finie » par Fukuyama !

C'est dans ce contexte idéologique que les politiques de lutte contre la pauvreté ont été annoncées, venant se substituer, dans une large mesure, aux stratégies de développement antérieures. Dans l'euphorie qui fait suite à l'effondrement de l'Union soviétique, le libéralisme, devenu néolibéralisme, croit avoir gagné la partie définitivement puisque l'histoire serait finie. Cette naïveté idéologique s'exprime par les expectatives de « transitions démocratiques » programmées par les Etats-Unis pour la Russie, l'Asie centrale, l'Europe centrale, et en économie par la mise en œuvre intégrale de l'économie de marché appuyée sur une concurrence dite libre. A la place du binôme sous-développement/développement s'affiche, sur l'écran global piloté par la Banque mondiale, le duo richesse/pauvreté hérité d'un libéralisme construit autour de l'affirmation selon laquelle la

concurrence produit la richesse qui diminue la pauvreté. Qu'en déduire, sinon que la pauvreté constitue une anomalie du marché qui mérite d'être corrigée non par des politiques sociales redistributives mais par l'accès à l'entrepreneuriat, à l'initiative, à la compétition où chacun peut gagner ? Les perdants ne sont plus que des malades incapables, avant d'être des victimes humanitaires, dès lors que survient un événement exceptionnel ou une catastrophe naturelle. Ce trait, forcé, souligne la logique du système. Le micro-crédit devient une panacée qu'on reproduit sans considération des contraintes locales. Posséder une vache et trois porcs devient une micro entreprise qu'on évalue sur ses profits plutôt que sur sa pérennité sociale et culturelle.

La théorie du capital humain permet de sommer chaque entrepreneur virtuel d'investir et d'optimiser ses ressources dont la faiblesse n'est jamais connectée aux inégalités accentuées par la concurrence envisagée comme dynamique socio-économique unique. Cette dynamique, si elle couronne quelques succès, exclut à grande échelle tous ceux qui souffrent de leur situation, géographique, éducative, sanitaire, etc. Là où le développement évoquait une pédagogie d'apprentissage, de performances progressives, des dynamiques sociales de type collectif (villageois, de quartier) à travers par mal d'incantations mais aussi beaucoup d'initiatives, particulièrement de la part des ONG de développement, la lutte contre la pauvreté met en avant des performances économiques lourdes, quelques *success story* familiales ou individuelles. Mais à côté ou derrière ces maisonnées qui ont échappé à la misère grâce à des initiatives heureuses et à des prêts, quel est le statut des autres, de tous les autres, beaucoup plus nombreux ?

L'histoire du XX^e siècle prouve abondamment qu'on ne s'en sort pas tout seul durablement. Pourtant le credo néolibéral demeure le salut par l'initiative et l'entreprise, sans considération pour l'environnement social où se creusent les inégalités puis où éclatent des révoltes comme en Chine, où la réussite de quelques-uns, à l'antithèse du développement, comme croissance et enrichissement primaire, ne fait pas le bonheur de la société. Demeure entière en effet la question de la socialisation des profits engendrés par l'activité économique capitaliste, qui n'est pas une question accessoire et risque de s'inviter de plus en plus à l'agenda international. Ce qu'on appelle pudiquement les excès du capitalisme financier ne constitue probablement pas une dérive mais bien un effet logique de système. Les emblèmes pseudo « éthiques » ne masquent rien de la brutalité constitutive de toute approche qui se fonde sur l'apologie de la richesse individuelle et la stigmatisation, de fait, de la pauvreté, le tout, ponctué de larmes de crocodiles sur l'exclusion, qui serait elle aussi une maladie ou un accident de parcours.

Ainsi la production de la richesse à l'échelle globale va de pair avec celle de la pauvreté. Être pauvre, c'est ne pas avoir accès aux biens et services des marchés faute de ressources financières. Seuls les consommateurs solvables sont pris en compte (mal) dans une économie de marché ultralibérale. Les autres, ce sont les fameux « pauvres ». Faut-il lutter contre ces pauvres dangereux ou faire semblant de lutter contre leur pauvreté ? En entretenant l'illusion américaine, qui trompe peu de monde, que ces pauvres peuvent devenir Rockefeller, la lutte contre la pauvreté révèle de manière un peu pitoyable ses origines idéologiques et sa dimension d'illusionnisme planétaire ou de rideau de fumée.

Du social à l'humanitaire

Dès lors que le marché ne valide ou ne sanctionne que des performances économiques et financières, que faire de tous ceux dont les performances sont inférieures à la « moyenne », ces « non riches » appelés « pauvres » par la Banque mondiale ? La question est délicate comme une épine dans l'économie de marché qui n'ignore pas qu'un excès de pauvreté voisinant avec un excès de richesse engendre la violence, la délinquance, la corruption, phénomènes qui rentrent, eux aussi, dans les anomalies d'un modèle économique irénique. La justice sociale est une notion disparue du vocabulaire post-moderne. Elle renvoie à « la question sociale » du XX^e siècle, héritage du siècle des Lumières et des socialistes du XIX^e siècle. Les luttes sociales ont permis d'arracher des droits sociaux qui n'ont rien à voir avec les droits de l'homme d'aujourd'hui. Les lois sur le travail, les congés payés, le droit de grève... sont des conquêtes sociales, pas des droits de l'homme accordés à l'espèce humaine. Ironie du retournement Nord-Sud, ces droits sont fragilisés en Occident tandis qu'ils constituent des objectifs dans les pays émergents. Les atteintes croissantes à ces « acquis sociaux », sous le prétexte de la compétitivité économique, signalent un retournement manifeste qui s'inscrit dans la perte de sens de la notion de progrès. Celle-ci faisait son chemin avec le développement conçu comme un progrès, une évolution positive au XX^e siècle.

Dès lors que le capitalisme financier et l'économie de marché feignent d'être la fin de l'histoire, la notion de progrès, produit du siècle des Lumières européennes, perd toute pertinence et les lumières s'éteignent sur le paysage contemporain de violences, de guérillas, de guerres « démocratiques », des catastrophes à répétition qui remplissent les camps de réfugiés. La globalisation devient une vaste machine à inclure les « winners », sportifs, chanteurs, chefs d'entreprises, financiers, traders, acteurs de cinéma et à exclure les « losers », malchanceux, sans initiatives dit-on, quasiment des handicapés du bonheur. Entre les deux s'agite la

masse des consommateurs, qui travaillent dans des conditions plus ou moins médiocres, subissent des harassements divers, humains ou électroniques. Au terme de leurs activités souvent aliénantes, ces « gens normaux » dépensent leur salaire et s'endettent avec des crédits pour éviter trop de frustrations liées à la rareté de leurs ressources, devenues précaires à cause de la fragilité de leur emploi qui dépend en partie de leur capacité de soumission, appelée performance. Ce tableau, certainement réducteur, souligne la vulnérabilité profonde consécutive à l'évacuation de la question sociale.

Celle-ci est désormais remplacée, ou tend à l'être, par des guichets humanitaires. Ne voit-on pas le micro-crédit devenir au Nord le comble des politiques sociales pour favoriser la création d'entreprises, alors qu'il ne s'adressait hier qu'aux pauvres du Sud. Les pauvres du Nord sont en effet de plus en plus visibles : exclus, largués de la vie, mais aussi travailleurs trop pauvres pour payer un loyer, précaires au quotidien qui gagnent de quoi survivre mais pas de quoi investir. Pour ceux-là se sont ouverts des banques alimentaires ou des « restos du cœur » qui inscrivent durablement une prise en charge humanitaire qui se substitue aux prises en charge sociales intérieures. Des droits sociaux aux droits de l'homme, la chute est vertigineuse pour ces « nouveaux pauvres », réservoir de main-d'œuvre bon marché, comme les « anciens pauvres » des pays émergents qui alimentent la croissance en Chine, en Inde et en Amérique latine. Les SDF du Sud sont dirigés vers des camps de réfugiés qui fleurissent à proximité des conflits comme des casques bleus. Les SDF du Nord n'ont pas encore droit à des camps, mais les pauvres du Nord ont désormais droit à un traitement humanitaire, à défaut d'être humain.

L'adieu au développement

La notion de développement comme idéologie et comme projet est née à la fin de la deuxième guerre mondiale des velléités impérialistes de l'Amérique victorieuse. Dès les années 60, la montée de l'anti-impérialisme ouvre le chapitre du développementalisme, des ONG, de la critique du pillage du tiers-monde. Le rapport Nord-Sud y apparaît comme déséquilibré et son rééquilibrage s'appelle développement. L'échec de cette expectative apparaît avec la fin de l'Union soviétique qui ouvre les vannes du total libéralisme et des dérégulations qui aboutissent à l'univers dévasté que nous observons aujourd'hui. Le rapport Nord-Sud constitutif du développement a explosé avec la croissance des pays émergents, la crise au Nord, la fin progressive du leadership occidental, victime de la politique américaine et de l'alignement européen sur les Etats-Unis. Le Sud est entré au Nord avec ses marchandises et ses migrants, le Nord est invité à un

profil plus bas au Sud où l'impérialisme ne fait plus recette, ni les donneurs de leçons. Les classes moyennes du Sud consomment désormais les mêmes cosmétiques, les mêmes médicaments et achètent les mêmes automobiles qu'au Nord. Dans chaque société se produisent et se reproduisent des riches et des pauvres, un Nord et un Sud, inscrits dans les quartiers des grandes villes et les barrières sécuritaires érigées autour, aussi bien réelles que symboliques.

Dans ce contexte, on se demande en vain quel sens nouveau pourrait prendre le développement. Considérer qu'il s'adresse aux plus pauvres dans les pays les plus pauvres revient à entériner une approche caritative, post politique, philanthropique, humanitaire, en vogue aussi bien dans l'opinion publique que dans les institutions multilatérales (Hours, Selim 2007). Même si on ne le dit pas, le développement n'est plus que la « recherche et développement » des industries. Les aspirations qu'il véhiculait au siècle dernier se sont évanouies pour laisser place à un brouillard opaque comme celui qui enveloppe les capitales polluées du monde global, monde qui n'a que faire du développement des autres puisque ces autres, proches ou lointains, ne sont plus que des malades ou des anormaux, au pire incapables, au mieux malchanceux, susceptibles d'alimenter des histoires édifiantes dans les journaux télévisés. *AGIR*, voilà en effet la seule question.

Ouvrages cités :

- Rist Gilbert : *Le Développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris 1996.
- Samir Amin : *L'Echange inégal et la loi de la valeur, la fin d'un débat*, Paris, Anthropos 1973.
- Gunder Frank André : *Le Développement du sous-développement*, l'Amérique latine, Paris, Maspero 1970.
- Hours Bernard, Selim Monique : *Production et perte des sens du Sud*, Autrepart, n° 41, 2007, 41-57.